



CTLocal du 12 avril. Déclaration.

Monsieur le Président,

Le 22 mars, 48,65 % des collègues (chiffre officiel) ont fait grève dont 58,21 % des B, 53,68 % des C, 68,3 % des B et C des SIP, 77 % des SPF, 64,71 % des A des trésoreries etc etc.

Vous ne pouvez nier une situation continuellement dégradée des services, **ce ras-le-bol, cette réaction** aux annonces de Macron, Dussopt, Darmanin ou du DG.

Nous revendiquons :

- L'arrêt des évolutions en cours concernant notre système de mutations et l'ouverture de discussions visant à de réelles améliorations pour les agents ;
- Le maintien de la séparation ordonnateur-comptable ;
- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des restructurations ;
- des créations d'emplois statutaires pour répondre aux besoins ;
- le refus des licenciements et des mobilités forcées ;
- un nouveau plan de titularisation des contractuels, de nouvelles mesures pour combattre la précarité ;
- le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat subies et l'augmentation des rémunérations, avec le dégel du point d'indice ;
- L'abrogation du jour de carence ;
- des dispositions exigeantes pour faire respecter une égalité professionnelle réelle ;
- la défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers ;
- la préservation du statut général des fonctionnaires, et des statuts particuliers.

Sur le plan local nous rajoutons :

le comblement de tous les postes vacants de l'Aude,

de lancer une consultation départementale et un débat avec les usagers, les élus et les agents sur nos services publics fiscaux, comptables et fonciers et leurs implantations territoriales ; dans l'attente, la réouverture des 2 trésoreries que vous avez fermées au 01.01.2018 c'est à dire Couiza et Capendu,

un état des lieux avec les agents de l'accomplissement de nos missions, service par service,

la non application de CAP 22 : aucun élément du rapport de juin 2018 ne doit concerner des externalisations, transfert au privé ou abandon de missions, la contractualisation du recrutement ou un plan dit de départ volontaire pour les collègues restructurés,

un moratoire sur les restructurations départementales en tout genre tant que cet état des lieux n'est pas réalisé, l'abandon des restructurations prévues en 2018, à ce titre nous exigeons de connaître la réponse du DG aux propositions que vous avez fait remonter en janvier et dont vous aviez refusé de nous informer ; vous nous aviez alors dit

*attendre la réponse du DG en mars ; nous sommes aujourd'hui en avril. Sur la cible d'un **seul SPF** par département, des précisions sur ce que vous avez fait remonter à GF3 via l'interrégion, cela devait être fait au 15 mars,*

*le maintien d'une **direction de l'Aude à part entière**, nous ne voulons pas que la DDFIP 11 devienne une direction multi départementale. Qu'en est-il à ce sujet ?,*

*de garder nos services **RH sur Carcassonne**, contre leur transfert à Montpellier dès 2018 dans le cadre du CS-RH de l'arc méditerranéen, de garder le service des **produits divers** sur Carcassonne et de refuser son transfert,*

*un **plan départemental** pour avoir le droit de **se garer** à proximité de son travail en l'absence de transport public efficient,*

*une **solution** pour que dans un premier temps les collègues de la cité administrative ou de Pierre Séward aient le temps de manger au **RIAC** sans perdre sur leur pointeuse,*

*le droit pour les agents de venir travailler les jours dit de « **ponts naturels** » que vous avez décidés (comme cela se fait dans d'autres départements),*

*un état des lieux sur la **sécurité** des locaux et un plan d'investissement pour y répondre,*

*au **CDC** : une prime égale à celle des CIS, un assouplissement du process des plans de congé, une pause documentaire identifiée et garantie à tous,*

*la confirmation de l'ensemble des sorties terrains pour les travaux **topographiques** actuels des **géomètres**, à ce titre nous vous remettons les motions des géomètres de Carcassonne et Narbonne.*

Nous vous remettons enfin une pétition intersyndicale Fonction Publique qui a circulé sur Narbonne.

Nous attendons vos réponses.

Consultez sans modération le site de la section de l'Aude : <http://www.dgfip.cgt.fr/11/>

Rejoignez vos collègues de la CGT, seuls nous ne pouvons rien !

N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11 !

Mail :

cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr

**Journée d'actions et
de grèves
interprofessionnelles le
jeudi 19 avril !**



COMPTE RENDU du Comité technique local du 12/04/2018.

Suite au 22 mars, l'intersyndicale Aude avait décidé de lire des déclarations qui posent des questions au Directeur et d'attendre ses réponses avant même l'ouverture du CTL puis de quitter la salle. L'épisode a duré de 9h30 à 11h15. Le matin 8h30-9h30 et l'après-midi, Solidaires et CGT ont distribué des tracts aux usagers de la Cité administrative sur les services publics.

Les questions sont au verso, voici les réponses apportées par le Directeur.

Il n'a rien à dire sur CAP 2022, pour lui c'est en phase de réflexion à la réunion avec le DG du 28/02, il avait notamment noté que la mise en place de l'évolution des structures (suppressions de structures) serait pluriannuelle et non annuelle.

Sur l'ASR (adaptation des structures au réseau), c'est-à-dire les fermetures de sites, le directeur refuse toujours de nous dire ce qu'il a proposé au DG (Directeur Général). Il ne veut pas inquiéter les agents ! Comme cela c'est bien, ils ne seront prévenus que quelques mois avant la fermeture de leur site ! Le DG a pris du retard sur sa réponse, il ne sait pas pourquoi. Notre directeur local précise bien n'avoir aucune obligation de feuille de route sur l'ASR

Sur la suppression du SPF (service de publicité foncière) de Narbonne, le directeur nous dit qu'on pouvait s'y attendre après nous avoir dit en novembre que ce n'était pas à l'ordre du jour ... ! 14 emplois ce n'est pas beaucoup d'après lui. Mais qui a supprimé les emplois ? (Carca est par exemple passé de 26 à 14 agents de 2005 à 2018). Il a fait remonté à la DG qu'il préférerait plus de temps (délai de fermeture 2020) à cause de la problématique immobilière (manque de place), RH (agents qui perdent leur structure et qu'il faut « gérer ») et métiers (retard des SPF). Jamais M. Quintin n'évoquera les usagers, ni le droit de faire une exception pour l'Aude de la disparition du SPF Narbonne, encore moins les nouvelles règles de gestion qui vont rentrer en vigueur dans la période et qui vont toucher les agents restructurés.

Sur les directions uniques pour plusieurs départements (direction multi département), M. Quintin n'a pas d'information que nous soyons dans la cible.

Sur la question « des parkings », le directeur évoque à nouveau le projet de réaménagement des abords de la cité administrative et la possible disparition (!) du parking extérieur et précise que la transformation des terrains edf

à proximité est bien évoquée pour des places de parking (payantes?). Nous avons demandé au Directeur de contacter le plus rapidement possible le Maire pour en savoir plus et défendre la problématique des agents de la cité administrative. L'intersyndicale qui a suivi ce « CTL » a décidé de proposer une motion sur ce sujet aux prochaines HMI (et à faire signer par tous les agents).

Sur le RIAC trop éloigné qui fait perdre du temps sur la pointeuse, la direction ne comprend pas le sujet. Sans doute parce qu'aucun directeur ne pointe. « Je n'ai pas de problème pour aller au RIAC » nous dit Monsieur le Directeur. Il nous redit que si un agent veut plus de temps pour aller au RIAC sans perdre sur sa pointeuse, il faut aller à la RH et expliquer pour quelles raisons (!) qu'ils verront au cas par cas ... c'est cynique !

Sur les **ponts naturels**, le directeur est toujours contre notre demande de laisser les personnels qui le veulent venir travailler ces jour-là (décidés par l'administration). Mais ils s'emmêlent un peu les pinceaux quand il dit « c'est pas bien si les usagers voient des collègues rentrer ». M. le Directeur ne sait-il pas que c'est déjà le cas tous les jours ou demi-journées qu'ils ont fermé au public ? Puis de rajouter un phrase qui laisse tout le monde perplexe : « on commence comme ça, on ne sait pas où ça s'arrête. » (??). **A noter qu'à ce CTL était rajouté un 4ème jour « ponts naturels », le 11 mai**, pour une raison encore inédite : « fermeture de l'application informatique Hélios » (!). Cette proposition est faite à une date très proche du 11 mai. Nous précisons que c'est l'administration qui fait ce qu'elle veut en la matière et qu'elle pourrait déjà communiquer en interne pour prévenir les agents qu'elle veut maintenir ce pont naturel. La re-convocation du CTL est le 27 avril ! Mais ça ne changera rien (il n'est même pas sûr que ce CTL se tienne).

Sur la question de la sécurité. D'abord M. Quintin dit avoir pêché dans la communication le jour de l'attentat de Trèbes. Pour lui c'était au Préfet de les prévenir et il n'aurait eu l'info qu'à 13h30. Il pensait que le Préfet les aurait contactés s'il fallait faire quelque chose. En l'occurrence, il ne fallait pas penser, il fallait agir et au moins contacter la préfecture pour en savoir plus et prendre des décisions pour les sites de Carcassonne. M. Maynaud dit que c'est « Incroyable de faire un procès ! ». Des études vont être faites pour mettre des accès sécurisés au RDC (tous bureaux), fermer le parking de Jourdanne avec digicode, vidéosurveillance à l'accueil. Nous avons à nouveau demandé que les nouveaux agents ou autres (services civiques) soient présentés aux agents.

Enfin des motions des géomètres de Carca et Narbonne ont été déposées. Le directeur dit attendre l'instruction nationale, être surpris car il n'avait pas vu d'opposition des géos sur la réorientation fiscale proposée lors des réunions et que les géos feraient juste « de la prestation de service pour le SIP ».

A l'issue, l'intersyndicale s'est re-réunie et va tourner en HMI sur Narbonne, Carca et Limoux à partir du 30 avril, proposer un processus d'action et au moins une journée locale de grève la semaine du 07 mai et 2 motions (parking et RIAC).